

L'activisme citoyen bouleverse la vie politique au Mont-sur-Lausanne

Le Mont-sur-Lausanne. Confrontés depuis un an aux méthodes inhabituelles de la liste Le Mont citoyen, les partis traditionnels doivent réagir.



Pour Le Mont citoyen, le municipal Philippe Somsy et les élues (de g. à dr.) Yolanda Müller Chaloz et Francine Etter. Image: Florian Cella

Par Alain Détraz 16.05.2017

En empochant près d'un quart des sièges au Conseil et un à la Municipalité, il y a à peine plus d'un an, Le Mont citoyen avait créé la sensation. Après cette entrée tonitruante dans la vie politique montoise, l'effet de surprise se poursuit au-delà des élections. Désormais, les partis traditionnels doivent compter avec ces remuants adeptes de la démocratie participative.

Car c'est bien de solliciter les citoyens, plutôt que de laisser faire les édiles politiques, qui fait la force du groupe. Sa courte histoire le montre. Deux pétitions lancées sur les thèmes de la garde de la petite enfance et de la gestion des déchets matérialisent l'acte fondateur de ce mouvement. L'une d'elles a opportunément abouti en court de campagne pour les communales de 2016. «Ces pétitions ont provoqué une avalanche de coups de fils, de contacts», raconte Philippe Somsy. Les urnes n'ont pas fait mentir cet enseignant, qui s'est retrouvé propulsé à la Municipalité sans n'avoir jamais siégé au Conseil communal.

Une dizaine de mois après le début de cette législature, qu'en est-il de cette formation entrée en politique à la faveur de l'introduction de la proportionnelle dans les communes? Le moins que l'on puisse dire est qu'elle bouleverse les habitudes. Au Conseil communal, Le Mont citoyen peut se targuer d'avoir récemment convaincu l'assemblée d'accepter le subventionnement d'abonnements de bus pour les jeunes afin d'améliorer le ramassage scolaire.

«Ils travaillent comme s'ils étaient encore en campagne électorale»

De façon générale, le groupe fait un usage intense des droits démocratiques. Questions, postulats et autres interventions en plénum contribuent à susciter le débat. Les autres partis ne manquent pas de le constater. Ainsi, le syndic PLR Jean-Pierre Sueur en parle presque avec envie: «Ils travaillent comme s'ils étaient encore en campagne électorale», constate-t-il, non sans reprocher aux partis dits traditionnels de trop «capitaliser» sur les seules élections.

Toujours sur le plan institutionnel, Le Mont citoyen revendique une transparence totale. En publiant sur son site Internet des courriers de la Municipalité en réponse à certaines demandes, le mouvement s'est attiré les foudres des édiles en place. Mais la loi sur l'information (LInfo) a donné raison au Mont citoyen.

Face à cet activisme, les tensions ont été fortes en début de législature. «Ils ont une vision et des façons de faire qui ne plaisent pas toujours, dit le syndic. C'est une façon de faire de la politique qui n'est pas dans l'ADN de notre Commune.» De son côté, Philippe Somsy estime que Le Mont-sur-Lausanne revient de loin en matière de transparence: «A l'époque, deux mouvements de femmes avaient tenté de se battre en faveur de structures pour la petite enfance et se sont vus refuser l'accès au journal communal pour en parler, dit-il. On avait mis un couvercle qui empêchait tout débat.» Pour le jeune municipal, ce couvercle est l'une des raisons qui expliquent le succès de son mouvement.

Nouveaux habitants jeunes et urbains

Autrefois «ronronnante» et dominée par le Parti libéral-radical – à l'époque où on ne disait pas sa couleur politique –, la vie institutionnelle montoise connaît ainsi un bouleversement qui correspond peut-être au développement d'une commune qui a gagné près de 3000 habitants, plus jeunes, plus urbains, en quelques années. Philippe Somsy veut bien croire que ce succès électoral doit un peu à cette évolution démographique. «Mais pas seulement, car nous avons aussi dans nos rangs des anciens de la commune», dit le municipal. Pour son collègue Jean-Pierre Sueur, la chose semble d'ailleurs entendue: «Pour les élections de 2021, c'est au sud de l'autoroute que cela se décidera.»

Face à cette évolution, les partis sont bons pour s'adapter. «Il faut que l'on rajeunisse notre classe politique», dit le syndic PLR. A la tête de la section locale, le député Gérard Mojon n'en pense pas moins: «Nous devons être plus à l'écoute de notre base. Ce serait une erreur de ne pas prendre en considération cette nouvelle donne politique.» (24 heures)

Créé: 16.05.2017, 16h28